

Unité départementale du Haut-Rhin
2 place du général de Gaulle
68100 MULHOUSE

MULHOUSE, le 11/10/2023

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/05/2023

Partie nominative

Vynova PPC SAS

95, Rue du Général de Gaulle
68800 Vieux-Thann

Affaire suivie par : GOLFIER Sebastien
Téléphone : 03 88 13 06 10
Courriel : sebastien.golfier@developpement-durable.gouv.fr

Code AIOT : 0006700433

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 31/05/2023 de l'établissement Vynova PPC SAS implanté 95, Rue du Général de Gaulle 68800 Vieux-Thann. Le présent rapport rend compte de cette visite. Cette partie contient des informations nominatives qui ne seront pas publiées sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.

Participant(es) à l'inspection, représentant l'inspection des installations classées :


- GOLFIER Sebastien, Service prévention des risques anthropiques, Pôle risques chroniques, inspecteur de l'environnement
- DROUIN Guillaume, Service prévention des risques anthropiques, Pôle risques chroniques, inspecteur de l'environnement

Participant(es) à l'inspection, hors inspection des installations classées :

M MOUTERDE - Directeur du site
Mme FIORENTOS - responsable HSQE
Mme VACARO - ingénieur environnement

Le courriel d'échange avec l'administration est henrietta.forintos@vynova-group.com.

Rédacteur
L'inspecteur de l'environnement GOLFIER Sebastien

Vérificateur	Approbateur
Le Chef du Pôle Risques Accidentels	Le Chef du Service Prévention des Risques Anthropiques
Jacques MOLE	 Pascal LAJUGIE
	Par délégation

Rapport de l'inspection des installations classées **Propositions à l'issue de la visite**

A l'issue de la visite d'inspection du 31/05/2023 de l'établissement Vynova PPC SAS implanté 95, Rue du Général de Gaulle 68800 Vieux-Thann, les constats établis et explicités dans la partie « Contexte et constats » du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

Considérant les non-conformités relevées et les enjeux associés, conformément au I de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, il est proposé de **mettre en demeure** l'exploitant de respecter les prescriptions édictées, pour les dispositions contrôlées et rappelées ci-après :

- nom : Actions correctives - Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/06/2008 article : 9.3.1 - délai : 1 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure
- nom : Stockage de produits dangereux - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010 article : 25-II - délai : 3 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure

Pour les constats « susceptibles de suites », l'exploitant doit, **dans les délais** impartis pour présenter ses observations, respecter les prescriptions concernées tout en transmettant à l'inspection des installations classées par courrier ou courriel, les justificatifs correspondants (selon les cas : commandes, services faits, étude, analyses, photos, etc.). **Dans le cas contraire, il pourra être proposé de mettre en demeure** l'exploitant de respecter les prescriptions édictées pour les dispositions contrôlées et rappelées ci-après :

- nom : Déclenchement de l'ouverture du bassin - Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/06/2008 article : 7.1.1.2

Unité départementale du Haut-Rhin
2 place du général de Gaulle
68100 MULHOUSE

MULHOUSE, le 11/10/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/05/2023

Contexte et constats

Publié sur  **RISQUES**

Vynova PPC SAS

95, Rue du Général de Gaulle
68800 Vieux-Thann

Références : [référence à compléter](#)

Code AIOT : 0006700433

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/05/2023 dans l'établissement Vynova PPC SAS implanté 95, Rue du Général de Gaulle 68800 Vieux-Thann. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a porté sur la maîtrise des rejets aqueux du site en fonctionnement normal (respect des valeurs limite d'émission) et en fonctionnement dégradé (confinement des eaux usées non conformes). Cette visite s'inscrit dans une action plus large de reconquête de la qualité de l'eau de la Thur en lien avec les objectifs qualité des eaux superficielles de la Directive Cadre sur l'Eau.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Vynova PPC SAS
- 95, Rue du Général de Gaulle 68800 Vieux-Thann
- Code AIOT : 0006700433
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

Vynova PPC SAS est installée sur la plateforme industrielle chimique de Thann qu'elle partage avec la société TRONOX. Ces deux entreprises sont classées SEVESO Seuil Haut.

Créé en 1808, le site Vynova PPC SAS emploie environ 240 personnes. Il dispose de deux secteurs de fabrication :

- le premier, fonctionnant essentiellement en continu, fabrique du chlore et des dérivés potassiques comme produits de chimie de commodités.
- le deuxième, fonctionnant essentiellement par campagnes, fabrique des produits bromés organiques et minéraux, comme produits de chimie fine.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Maîtrise des rejets d'eaux usées

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
7	Actions correctives	AP Complémentaire du 04/06/2008, article 9.3.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
8	Stockage de produits dangereux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	Déclenchement de l'ouverture du bassin	AP Complémentaire du 04/06/2008, article 7.1.1.2	/	1 mois

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 04/06/2008, article 4.2.2	/	Sans objet
2	Aménagement des points de prélèvements	Arrêté Préfectoral du 04/06/2008, article 4.3.6.2.1	/	Sans objet
3	Fréquence et modalités de l'autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 04/06/2008, article 9.2.3.1	/	Sans objet
4	Respect des VLE	Arrêté Préfectoral du 04/06/2008, article 4.3.9	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a principalement mis en évidence un défaut de maîtrise des rejets d'eaux du site concernant la gestion des eaux pluviales ruisselant sur les aires de stockage de déchets mercuriels. Il a également été constaté que des marges de progrès existaient concernant la connaissance du bon fonctionnement du bassin de confinement des eaux usées. Un retour de l'exploitant est à attendre à ce sujet.

Enfin, l'inspection a relevé une non conformité concernant le stockage de produits chimiques (incompatibilité).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/06/2008, article 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Collecte des effluents liquides
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître : <ul style="list-style-type: none">- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...),- les secteurs collectés et les réseaux associés,- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...),- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
L'exploitant a présenté en séance un plan informatique des réseaux d'eau présent sur le site. Le plan présenté permet d'identifier le point de prélèvement dans les eaux superficielles et souterraines, le cheminement des différents réseaux, le bassin de confinement des eaux usées du site et le point de rejet dans la Thur. Le plan identifie en particulier les points de rejets internes à l'établissement, sur lesquels une autosurveillance est prescrite ainsi que le point de rejet en sortie de l'établissement.
Ce point n'appelle pas de remarques de la part de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Aménagement des points de prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/06/2008, article 4.3.6.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Conception, aménagement et équipement des points de rejet
Prescription contrôlée : Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, ...). [...] Les points de prélèvement et de mesure au point G sont implantés sur la canalisation de rejet en sortie d'établissement et après collecte de l'ensemble des effluents définis à l'article 4.3.1. Les coordonnées Lambert du point de prélèvement sont : 957938,5m/322752m.
Constats : Le point de rejet des eaux au milieu naturel, dénommé point G, est situé en dehors de la limite de l'établissement, sur une parcelle dont l'exploitant a la maîtrise foncière. Le rejet s'effectue dans un bras de la rivière La Thur. Sur cette même parcelle, le site dispose d'un bassin de 4000 m3 permettant de dériver, via une vanne à commande déportée, les eaux usées du site en cas de dépassement des valeurs limites d'émission.

Le point de rejet est doté un canal venturi permettant la mesure continue du débit rejeté, ainsi que notamment une sonde de température et pH. Les mesures effectuées au point de rejet G sont reportées en salle de commande.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Fréquence et modalités de l'autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/06/2008, article 9.2.3.1 complété par l'article 6 de l'arrêté préfectoral du 17/02/2010

Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance des rejets aqueux

Prescription contrôlée :

«

Paramètre	Fréquence	
	Autosurveillance	Mesures comparatives mentionnées à l'article 9.1.2
Zinc	/	Trimestrielle

»

Article 9.2.3.1 - Fréquences, et modalités de l'auto surveillance de la qualité des rejets

Les dispositions minimums suivantes sont mises en œuvre :

Point G

L'exploitant réalise au niveau de point de rejet G, sur des échantillons prélevés proportionnellement au débit pendant 24h, les analyses des paramètres, selon les fréquences figurant ci-après :

Paramètre	Fréquence	
	Autosurveillance	Mesures comparatives mentionnées à l'article 9.1.2
Débit	Continue	Trimestrielle
pH	Continue	
Température	Continue	
COT	Continue	
DCO	Journalière	
MEST	Journalière	
Fer	Journalière	
Azote global	Journalière	
Ammonium	Journalière	
Phosphore	Journalière	
Chlorures	Mensuelle	
Bromures	Journalière	
Sulfates	Mensuelle	
Sodium	Mensuelle	
Potassium	Mensuelle	
Calcium	Mensuelle	
Magnésium	Mensuelle	
Benzène	Journalière	
Toluène	Journalière	
Mercur	Journalière	
Hydrocarbures totaux	Mensuelle	
Composés organiques halogénés	Journalière	
dont :		
Chloroforme	Journalière	
1,2-dichloroéthane	Journalière	

40

Chlorobenzène	Journalière	
Trichloroéthylène	Journalière	
Tétrachlorure de carbone	Journalière	
3-chloro-1-propène	Journalière	

Les valeurs individuelles de flux et de concentration des substances organohalogénées identifiées sont spécifiées. Les résultats de mesure font apparaître clairement le pourcentage en nombre des substances identifiées, la concentration et le flux de l'ensemble des substances non identifiées ainsi que la valeur de la concentration de la somme de toutes les substances organohalogénées et la valeur de la somme des flux de l'ensemble de ces substances.

La mesure journalière sur échantillon peut être remplacée par une mesure en permanence. Dans ce cas, ou lorsque la mesure journalière n'est pas réalisée selon des méthodes normalisées, les mesures selon ces méthodes doivent être réalisées au moins hebdomadairement sur un prélèvement de 24 heures.

Station de traitement des AOX

L'exploitant réalise les analyses des paramètres suivants en entrée et en sortie de la station selon les fréquences figurant ci-après :

Paramètre	Fréquence
	Mesures comparatives mentionnées à l'article 9.1.2
Débit	Trimestrielle
pH	
COT	
Composés organiques halogénés	
Dont :	
Chloroforme	
1,2-dichloroéthane	
Chlorobenzène	
Trichloroéthylène	
Tétrachlorure de carbone	
3-chloro-1-propène	

Station de démercuration

L'exploitant réalise les analyses des paramètres suivants en entrée et en sortie de la station selon les fréquences figurant ci-après :

Paramètre	Fréquence
	Mesures comparatives mentionnées à l'article 9.1.2
Débit	Trimestrielle
pH	
MEST	
Sulfates	
Sodium	
Mercure	

Constats :

L'inspection a constaté la bonne mise en œuvre des dispositions d'autosurveillance, notamment les points de rejets sortant du site ainsi que les rejets issus des puits de dépollution de solvants chlorés sont équipés de dispositifs de prélèvements asservis au débit et opérationnels.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Respect des VLE

Référence réglementaire : article 5 de l'arrêté préfectoral du 17/02/2010

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires après épuration

Prescription contrôlée :

Modalités pour tous les points réglementés, principalement POINT G

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration, sur les effluents hors eaux pluviales, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies au point de rejet G :

Paramètre	Concentration (mg/l)	Flux journalier (kg/j)
MEST	30 (20 mg/l en moyenne mensuelle)	684
DCO	65	1 482
Chlorures	665	15 162
Bromures	70	1 596
Sulfates	270	6 156
Sodium	330	7 524
Potassium	430	9 804
Calcium	25	570
Magnésium	8,5	194
Fer	5	114
Azote global	3,3	70
dont ammonium	1	20
Zinc	0,017	0,376
Acide chloroacétique	0,001	0,02

Mercure :

Les eaux rejetées en sortie d'établissement ne dépassent pas les caractéristiques suivantes :

	Concentration en moyenne mensuelle (microg/l)	Flux journalier en moyenne mensuelle (g Hg/j)	Flux spécifique en moyenne annuelle (g Hg/t de capacité de production)	Flux spécifique en moyenne mensuelle (g/t)	Flux total (kg Hg/an)
	40	120	0,36	0,6	26
A compter de 2015	20	55	0,17	0,275	12

Les limites des valeurs journalières sont égales au double des valeurs mensuelles.

Constats :

L'analyse de l'autosurveillance réalisée par l'exploitant pour l'année 2022 met en évidence les constats suivants :

2 dépassements ponctuels des valeurs limites d'émissions - VLE - en concentration en Matières en suspension :

- 08/04/2022 : 48 mg/l pour une VLE fixée à 30 mg/l

- 26/12/2022 : 35 mg/l pour une VLE fixée à 30 mg/l

L'exploitant explique ces dépassements par des épisodes de turbidité élevée de la Thur. Ces eaux sont pompée pour le refroidissement de certaines parties du process et rejetées telles quelles. La charge en MES en amont du site se retrouve dans les eaux usées du site.

Ces dépassements ne constituent pas une non conformité dans la mesure où ils ne dépassent 10 % de la série de mesure sur une base mensuelle et compris entre 1 et fois la valeur limite d'émission.

3 dépassements ponctuels des flux de mercure :

- 14/08/2022 : 120 g/j pour une VLE fixée à 55 g/j

<p>- 15/08/2022 : 132 g/j - 27/08/2022 : 213 g/j.</p> <p>L'exploitant explique ces dépassements par un épisode de pluie ayant lessivé des zones de stockage des déchets issus du démantèlement de l'ancien atelier Mercure. Suite à ces dépassements, l'exploitant a déclaré avoir renforcé la surveillance des chantiers et ajouté des contraintes sur la couverture des bennes stockant les déchets.</p> <p>Lors de la visite, l'inspection n'a pu constater la bonne mise en œuvre de ces dispositions en raison des restrictions d'accès à la zone chantier.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Actions correctives

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/06/2008, article 9.3.1 et 9.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, rejets d'eaux usées
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 9.3.1</p> <p>L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application du Chapitre 9.2, notamment celles de son programme d'auto surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.</p> <p>Article 9.3.2</p> <p>(...)</p> <p>Le rapport traite en outre de l'interprétation :</p> <p>- (...)</p> <p>- des actions correctives mises en œuvre ou prévues (sur l'outil de production, de traitement des effluents, la maintenance.) ainsi que de leur efficacité.</p>
<p>Constats :</p> <p>S'agissant des dépassements des teneurs en mercure dans les rejets d'eaux pluviales du site vu plus haut, l'exploitant a présenté des explications orales à l'inspection concernant leurs origines et le plan d'action mis en œuvre pour éviter que tels épisodes ne se produisent. Ont notamment été évoqués par l'exploitant des points de contrôle relatifs à la gestion des déchets potentiellement contaminés au mercure. Ce plan n'a pu être présenté à l'inspection lors de la visite.</p> <p>Il est attendu de la part de l'exploitant qu'il présente à l'inspection, le plan d'action décrit oralement ainsi que les éléments justifiant de son respect.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Stockage de produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des déversements accidentels
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection il a été constaté, au droit de l'installation de neutralisation des effluents, la</p>

présence de 2 réservoirs de 10 m ³ au sein d'une même rétention : - 1 réservoir de soude titrant 23% - 1 réservoirs d'acide sulfurique titrant 96%. Le fait de stocker au sein d'une même rétention un acide et une base contrevient aux règles de stockage dans la mesure où ces 2 produits sont incompatibles entre eux en cas de mélange (risque de libération de vapeurs toxique). Par ailleurs, notons que ces 2 stockages se situent en limite de propriété, à proximité de tiers.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Déclenchement de l'ouverture du bassin

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/06/2008, article 7:1.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions
<p>Prescription contrôlée : L'ouverture du bassin est asservie à la mesure de paramètres représentatifs. Au minimum, les paramètres suivants sont mesurés en continu :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pH, - COT, - Bromures. <p>Des valeurs seuils seront fixées par l'exploitant afin de respecter les normes de rejets dans la Thur. En cas de dépassement de seuil, une alarme se déclenchera et entraînera le déclenchement d'une procédure pour autoriser le déversement de l'effluent pollué dans le bassin. Les organes nécessaires à la mise-en service du bassin devront pouvoir être actionnés en toute circonstance.</p> <p>Constats : L'inspection a constaté la présence d'une procédure gérant la dérivation des effluents normalement rejetés dans le Thur en cas de dépassement de valeurs limites en pH, COT ou bromures.</p> <p>L'exploitant recense et trace les épisodes de dérivation des eaux usées vers le bassin 4000. L'inspection a pu vérifier en salle de commande la sollicitation du bassin, principalement sur dépassement de pH. L'analyse de la sollicitation du bassin appelle les commentaires suivant : Il existe une temporisation de 2 minutes entre le dépassement de la valeur guide de pH et l'actionnement à distance de la vanne dirigeant les effluents vers le bassin 4000. Lors de l'inspection, l'exploitant n'a pu identifier le pHmètre concerné par la temporisation : celui localisé au droit de l'installation de neutralisation en limite d'établissement ou celui localisé au niveau du bassin 4000 distant de plusieurs centaines de mètres du site. S'il s'agit de ce dernier, la temporisation aurait pour conséquence d'envoyer un effluent non conforme aux VLE pendant 2 minutes.</p> <p>Il est attendu que l'exploitant s'assure que la temporisation appliquée à la valeur de pH ne conduise pas à rejeter des effluents non conforme et en rende compte sous 1 mois à l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet